

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 4 au 11 juin 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....2

Fait marquant : le *Manifesto* des conservateurs met en avant des baisses d'impôts conséquentes, financées par des réductions des prestations sociales et une lutte accrue contre la fraude fiscale2

Actualités macroéconomiques.....3

CONJONCTURE3

POLITIQUE BUDGETAIRE.....4

MARCHE DU TRAVAIL.....5

Actualités commerce & investissement5

COMMERCE.....5

Actualités financières.....6

REGLEMENTATION FINANCIERE6

Le chiffre de la semaine

Selon l'[ONS](#), le taux de chômage est estimé à 4,4% de la population active âgée de plus de 16 ans, sur le trimestre glissant jusqu'à avril. Au trimestre précédent, il s'élevait à 4,0%. Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,4%

Fait marquant : le *Manifesto* des conservateurs met en avant des baisses d'impôts conséquentes, financées par des réductions des prestations sociales et une lutte accrue contre la fraude fiscale

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a présenté de nombreuses réductions d'impôts dans le programme ([manifesto](#)) du parti conservateur en vue des élections générales du 4 juillet, alors que les sondages actuels positionnent les conservateurs derrière les travaillistes.

D'abord, les *Tories* envisagent de nombreux allègements fiscaux, à hauteur de 17,2 Md£ à l'horizon de l'année budgétaire 2029-30. Le taux de cotisations sociales pour les employés serait une nouvelle fois réduit (de 8% à 6%); ce qui correspondrait à une diminution de moitié depuis l'automne 2023. Aussi, ces cotisations sociales seraient progressivement réduites puis abolies pour les auto-entrepreneurs. Ces deux mesures représenteraient 13 Md£ en 2029-30. D'autres mesures importantes concernent la défiscalisation des pensions de retraite (*Triple Lock Plus*) et une modification du seuil de ressources conduisant à l'imposition des allocations familiales (*High Income Child Benefit Charge*). R. Sunak promet de ne pas augmenter l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales ou la TVA.

Pour financer cette baisse d'impôt, les conservateurs comptent réduire les prestations sociales et lutter davantage contre la fraude fiscale. D'une part, R. Sunak envisage de durcir certaines conditions d'attribution de prestations sociales, pour économiser 12 Md£ en 2029-30. Cela comprend notamment l'allocation chômage ou les prestations d'invalidité. D'autre part, ils espèrent dégager jusqu'à 6 Md£ en 2029-30 grâce à la lutte contre la fraude fiscale, via un renforcement des capacités du HMRC (*His Majesty's Revenue and Customs*).

Concernant les dépenses publiques, la principale mesure des conservateurs est d'augmenter progressivement le budget alloué à la défense jusqu'à 2,5% du PIB en 2029-30, ce qui représenterait 5,7 Md£ à la dernière année. Cette mesure serait en partie financée par une réduction du nombre de fonctionnaires, pour réatteindre le niveau pré-pandémie.

En bref

[L'organisation](#) professionnelle *Confederation of British Industry* appelle à une facilitation du commerce avec l'UE et à la création d'une marque nationale (« *Brand Britain* ») afin de stimuler les investissements.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les ventes au détail ont crû de 0,7% (g.a.) au mois de mai, selon [British Retail Consortium](#). Après une chute de 4,0% en avril, les ventes au détail connaissent une légère reprise ce mois-ci, en dessous du consensus (1,2%). En tenant compte de l'inflation et des variations saisonnières, cette augmentation en valeur correspond à une croissance en volume de 2,5%.

L'indice PMI régional de l'activité des entreprises par [Natwest](#) indique une reprise dans toutes les régions britanniques, pour la première fois depuis plus d'un an. L'indice PMI atteint 53,0 en mai (après 54,1 en avril), traduisant la baisse de l'inflation et un optimisme accru. Un indice supérieur à 50 témoigne d'une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une diminution. La décomposition régionale de l'indice permet de constater que les 12 régions britanniques connaissent une hausse de l'activité de leurs entreprises. L'Irlande du Nord (56,4) et l'Écosse (55,2) enregistrent la hausse mensuelle la plus importante. A l'inverse, le Yorkshire-et-l'Humber (50,5) – qui connaît une première expansion depuis janvier – occupe la dernière place du classement pour le quatrième mois consécutif.

L'enquête du panel des décideurs de la Banque d'Angleterre de mai [révèle](#) de moindres anticipations d'inflation et un relâchement du marché du travail. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la production (IPP) à un an sont tombées à 3,9% en mai (contre 4,0% en avril). Partant d'un IPP en hausse de 4,9% en mai, les entreprises s'attendent donc à une chute de 1,0 pt sur l'année. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an sont restées à 2,9% en mai. Les anticipations de l'IPC à trois ans sont tombées à de 2,7% à 2,6%. S'agissant du marché du travail, les entreprises déclarent une hausse annuelle de l'emploi de 1,5% sur le trimestre glissant jusqu'à mai (contre 1,7% en avril). La croissance des salaires attendue pour l'année à venir est tombée à 4,5% (contre 4,8% en avril), soit 1,5 pt en dessous du niveau actuel de 6,0%. Enfin, le taux d'intérêt moyen payé sur les emprunts des entreprises a diminué de 0,4 pt par rapport à avril, pour atteindre 6,6% en mai. Les entreprises s'attendent à ce que ce taux diminue jusqu'à 5,7% dans un an.

L'indice des prix de l'immobilier de [Halifax](#) de faibles évolutions du prix des maisons. Avec une légère baisse de 0,1% en variation mensuelle (après 0,0% en avril), le prix moyen d'une maison au Royaume-Uni atteint 288 688 £ en mai. Cela représente une

variation trimestrielle de -0,3% (après 0,8% en avril), et une hausse annuelle de 1,5% (après 1,1% en avril). L'indice a crû particulièrement dans le Nord-Est (+3,8% en g.a.) et en Irlande du Nord (+3,2% en g.a.). En revanche, les prix ont baissé dans l'Est (-0,8% en g.a.). Si les prix à Londres n'ont que peu augmenté sur l'année (+0,2%), ils demeurent à un niveau presque deux fois supérieur à la moyenne nationale (537 000 £).

Les prix des loyers britanniques augmentent à leur rythme le plus lent depuis 30 mois, selon [Zoopla](#). Alors que la demande reste forte, les loyers ont augmenté de 6,6% (g.a.) en mai. Ce ralentissement est tiré par la croissance annuelle des loyers à Londres, la plus faible des douze régions, s'établissant à 3,7%. A l'inverse, en Écosse et dans le Nord-Est, les loyers ont respectivement crû de 9,3% et 9,5% sur l'année. Le loyer moyen s'établit donc à 1 226£, masquant de fortes disparités régionales puisqu'il est de 704£ dans le Nord-Est, contre 2 122£ à Londres.

Politique budgétaire

Dans le contexte pré-électoral, le parti travailliste [abandonne](#) son plan de réintroduire le seuil d'imposition de l'épargne-retraite. Alors que les travaillistes comptaient, jusqu'à la [semaine dernière](#), réinstaurer la LTA (*lifetime allowance*, i.e. le montant maximal d'épargne-retraite défiscalisée) abolie au budget de printemps 2023, ils ont finalement décidé de ne pas remettre en place ce mécanisme. L'*Institute for Fiscal Studies* suggérerait de réintroduire rapidement, *a minima*, le seuil le plus récent de 1 073 100 £, ce qui aurait représenté une hausse de recettes fiscales de l'ordre de 800 M£.

Le parti libéral-démocrate présente un [manifesto](#) marqué par une hausse de la fiscalité visant à financer davantage de dépenses publiques. Les Lib Dems proposent une augmentation des dépenses publiques de l'ordre de 27 Md£, au profit du *National Health Service*, de l'éducation et de la santé infantile notamment, ainsi que près de 20 Md£ d'investissements publics supplémentaires. Plusieurs mesures fiscales, totalisant 27 Md£, sont évoquées dont une réforme de la fiscalité sur le capital et une taxation accrue des secteurs bancaire et aérien.

Selon la [Resolution Foundation](#), les ménages britanniques subiront une hausse annuelle moyenne de 800£ d'impôts sous le prochain gouvernement, quel qu'il soit. Du fait des mesures prises par la dernière législature, et sur lesquelles aucun parti ne compte revenir à ce jour, 23 Md£ de hausses d'impôts sont déjà prévues jusqu'à 2028-29. Parmi les douze mesures répertoriées, la principale augmentation d'impôt est due à la poursuite du gel des seuils de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales, qui rapporterait 8,7 Md£ d'ici à 2028-29. Aussi, de manière non négligeable, la réforme du régime des « non-doms » devrait lever 2,7 Md£, et le rehaussement de la taxe carburant en 2025 pèserait pour près de 2,6 Md£.

Les autorités locales anglaises seront confrontées à un [déficit](#) de financement de 6,2 Md£ au cours des deux prochaines années. L'association des gouvernements locaux (*Local Government Association*) a indiqué que les collectivités (*councils*) faisaient face à un « gouffre » de financement face aux besoins des collectivités, d'autant plus que leur déficit est amené à croître après les élections – quel que soit le parti vainqueur. Ceci a principalement des conséquences sur les services aux enfants et aux sans-abris. Ce constat est [corroboré](#) par une nouvelle étude de l'*Institute for Fiscal Studies*, selon

lequel chaque résident anglais aurait connu une chute de 18% du financement des collectivités depuis 2010, du fait de la politique d'austérité du gouvernement conservateur.

Marché du travail

Les tensions sur le marché du travail continuent de se [relâcher](#), du fait d'un chômage et d'une inactivité en hausse, et moins d'emplois vacants. En variation trimestrielle, l'emploi a chuté (-139 000 individus, à 33 millions), le chômage a atteint 4,4% (après 4,0%), quand l'inactivité a crû à 22,3% (après 22,0%). Dans le même temps, le nombre d'emplois vacants baisse : il est aujourd'hui estimé à 904 000 (après 916 000 au trimestre précédent). Le taux d'emplois vacants par chômeur, témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires, a donc continué de diminuer et s'établit légèrement en-dessous de 0,6. En revanche, la croissance annuelle des salaires nominaux demeure élevée mais inférieure au consensus, à 6,0% sans bonus et 5,9% avec bonus (après respectivement 6,1% et 5,6% au trimestre précédent).

Les statistiques du marché du travail au niveau [régional](#) sont très disparates. Au niveau national, le chômage s'établit à 4,4% de la population active tandis que le taux d'inactivité est de 22,3% (pour les 16-64 ans). Pourtant, des écarts substantiels apparaissent entre certaines régions britanniques. En effet, pour ce qui est du chômage, il s'élève à 5,6% dans les Midlands de l'Est, et descend à 2,2% en Irlande du Nord. L'inactivité monte, quant à elle, à 28,4% au Pays de Galles alors qu'elle n'est que de 18,7% dans le Sud-Est. Par rapport au trimestre précédent (novembre-janvier), le chômage a très faiblement diminué dans l'Est (-0,1 pt), le Sud-Est (-0,2 pt) et en Irlande du Nord (-0,1 pt), alors qu'il a fortement crû dans les autres régions, surtout à Londres (+1,2 pt) et dans les Midlands de l'Ouest (+0,9 pt). Enfin, le taux d'inactivité a fortement augmenté au Pays de Galles (+ 1,7 pt) mais significativement baissé dans les Midlands de l'Est (-1,9 pt).

Actualités commerce & investissement

Commerce

Les ports commerciaux britanniques s'inquiètent des pertes sèches engendrées par les investissements dans les dispositifs de contrôle des importations, dans l'éventualité d'accords de facilitation du commerce. Pour rappel, le parti [travainliste](#) a répété à plusieurs reprises vouloir conclure un accord vétérinaire avec l'Union européenne afin de faciliter les flux de marchandises et d'assouplir les tensions sur les chaînes d'approvisionnement alimentaires. Un tel accord rendrait caducs les investissements réalisés par les ports en vue du déploiement des dispositifs de contrôle des importations en provenance de l'UE (BTOM) – dont l'entrée en vigueur a été plusieurs fois repoussée. Les opérateurs du secteur estiment ces pertes à 100M£ et souhaitent obtenir une compensation le cas échéant.

Le parti conservateur publie son *manifesto* en vue des élections générales. Sur les sujets commerciaux, le [parti](#) conservateur s'inscrit dans la continuité de « Global Britain » : conclusion des accords de libre-échange en négociation (Inde, Conseil de coopération du Golfe, Israël, Suisse) et maintien de l'inclination Indopacifique. Si la relation avec l'UE se veut plus apaisée, les conservateurs demeurent vagues sur leurs

ambitions commerciales avec l'UE, se contentant de réitérer le refus catégorique d'un alignement dynamique et de la juridiction de la Cour de justice de l'UE.

Rejoindre l'Union européenne est un objectif de long-terme pour le parti des libéraux démocrates britanniques (*Lib Dems*). Dans son programme de campagne, le [parti](#) présente son approche graduelle visant au rapprochement avec l'UE, en rupture avec les autres partis dont les propositions se concentrent davantage sur la réussite du Brexit. Ce plan d'action insiste sur l'importance de retrouver une relation de confiance avec le partenaire européen et de renforcer les coopérations concrètes (participations aux agences et programmes européens, coopération sur les sujets de défense et d'environnement) ainsi que les liens commerciaux, notamment via la signature d'un accord SPS et, à terme, la participation au marché unique.

Investissement

La Direction générale du Trésor publie son rapport annuel d'activité relatif au contrôle des investissements étrangers en France. Dans un contexte de forte décélération des fusions-acquisitions au niveau mondial, les [dossiers](#) de demandes d'autorisation ont donné lieu à 255 décisions : 135 autorisations ont été attribuées dont 60 ont été assorties de conditions pour garantir la préservation des intérêts nationaux. Comme en 2022, les principaux investisseurs non européens dont les projets ont été soumis à autorisation sont les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada.

Actualités financières

Règlementation financière

Après une forte mobilisation à son encontre, aussi bien du secteur financier que du gouvernement, l'autorité des marchés financiers (FCA) pourrait revenir sur sa proposition de règles « *name and shame* ». Citant des sources juridiques, [Reuters](#) relate une réunion de la place à laquelle assistait Therese Chambers, responsable de la commission des sanctions de l'autorité, et durant laquelle cette dernière aurait significativement réduit la portée des mesures proposées en « faisant des concessions immédiates ». Les règles en question, qui permettraient à la FCA de rendre publics plus tôt et plus fréquemment le nom des entreprises faisant l'objet d'une enquête, ont été violemment critiquées par la place comme par le gouvernement, qui dénoncent leur caractère délétère pour l'investissement et l'attractivité de la place financière de Londres. Les critiques suscitées par ces règles s'appuient sur le second mandat de promotion de la croissance et de l'attractivité de l'économie britannique confié aux régulateurs.

Le collège de la FCA se réunira le 27 juin pour se [prononcer](#) sur l'adoption du corpus de règles finales dans le cadre de la réforme du droit boursier, visant à endiguer l'attrition de la bourse de Londres. D'après le président de la FCA, Nikhil Rathi, les allègements des exigences réglementaires opérés par cette réforme renforceront l'attractivité de la bourse de Londres pour les introductions en bourse, mais introduiront davantage de risque pour les investisseurs. Ces risques comprennent une approche moins minutieuse quant aux opérations de fusions-acquisitions des entreprises cotées et l'introduction en bourse d'entreprises plus diversifiées, avec de nouveaux modèles d'affaires.

Le City Minister Bim Afolami (ministre en charge du secteur financier) [appelle](#) le prochain gouvernement à assurer la prise en compte par tous les régulateurs indépendants de l'objectif de compétitivité et de croissance. Bim Afolami considère que la croissance du Royaume-Uni est bridée par une régulation excessive des activités économiques et que le travail des régulateurs (pas uniquement financiers) devrait être guidé par son impact potentiel sur la croissance de l'économie britannique. Il cite notamment la décision en 2023 de l'autorité de la concurrence de bloquer la fusion entre Microsoft et Activision Blizzard (67 Md USD), sur laquelle l'autorité est depuis revenue.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr